

---

---

# LES CAHIERS DU CERMTRI

---

---

---

Centre d'Etudes et  
de Recherches  
sur les Mouvements  
Trotskye  
et Révolutionnaires  
Internationaux

3, rue Meissonnier  
93500 Pantin - France  
01 49 91 44 83  
cermtri@wanadoo.fr  
<http://www.trotsky.com.fr>

Le Manifeste de  
la IV<sup>e</sup> Internationale  
sur la guerre impérialiste  
(mai 1940)

... à l'épreuve  
de l'Histoire

**Deuxième partie :**

**Le soulèvement  
des colonies**

**N° 178**

avril 2022  
ISSN 0292 - 4943

**8€**

● Document 2

## Manifeste du peuple algérien 10 février 1943

(extraits)

56 élus et notables algériens signent le Manifeste le 10 février 1943. Il est remis, le 31 mars 1943, par une délégation menée par Ferhat Abbas, au Gouverneur général de l'Algérie, Peyrouton. En *italique gras* entre crochets : la version initiale du 10 février 1943.

**L'**Algérie est, depuis le 8 novembre dernier, sous occupation des forces anglo-américaines. Cette occupation (...) a provoqué parmi les Français d'Algérie une véritable course au pouvoir. (...)

Devant cette agitation, chacun semble ignorer jusqu'à l'existence même des 8 millions et demi d'indigènes.

Cependant l'Algérie musulmane, quoique indifférente à ces rivalités, reste vigilante et attentive à son destin.

Aujourd'hui, les représentants de cette Algérie, répondant au vœu unanime des populations, ne peuvent se soustraire à l'impérieux devoir de poser le problème de leur avenir.

Ce faisant, ils entendent ne rien renier de la culture française et occidentale qu'ils ont reçue et qui leur reste chère. C'est, au contraire, en puisant dans les richesses morales et spirituelles de la France métropolitaine et dans la tradition de liberté du peuple français qu'ils trouvent la force et la justification de leur action présente.

Conscients de leurs responsabilités devant Dieu, ces représentants traduisent ici, sincèrement et fidèlement, les aspirations profondes de tout le peuple algérien musulman.

Ce « Manifeste », plus qu'un plaidoyer, est un témoignage et un acte de foi.

(...) Le peuple algérien, dans son désir de servir à la fois la paix et la liberté, élève sa voix pour dénoncer le régime colonial qui lui est imposé, rappeler ses protestations antérieures, et revendiquer son droit à la vie. (...)

Il suffit d'examiner le processus de la colonisation en Algérie pour se rendre compte comment la politique d'« assimilation », appliquée automatiquement aux uns et refusée aux autres, a réduit la société musulmane à la servitude la plus complète. (...)

L'installation de ces masses européennes est le trait capital de l'histoire algérienne depuis l'occupation

française. Les Algériens, c'est-à-dire les Arabo-Berbers, passent au second plan des préoccupations des pouvoirs publics. Et malgré leur prédominance numérique et leurs droits imprescriptibles, ils sont contraints de reculer et de s'effacer sous le poids de la défaite.

Désormais, deux Algéries vont coexister et se juxtaposer : la colonie française, toute européenne, et l'Algérie musulmane, celle des Arabo-Berbers.

Elles se dénombrent aujourd'hui, 113 ans après la capitulation d'Alger, de la manière suivante :

– Colonie française : 700 000 Européens (Français d'origine ou étrangers naturalisés par le décret du 26 juin 1889) et 130 000 Algériens israélites français par le décret Crémieux du 26 octobre 1870. Au total 830 000 citoyens exerçant la pleine souveraineté en Algérie.

– Algérie musulmane : 8 500 000 arabo-berbers définis par le sénatus-consulte de 1865 « *Indigènes musulmans sujets français* » et maintenus à l'état de vaincus et d'assujettis.

Ces indigènes sont pourtant soumis à toutes les obligations des Français, y compris le service militaire obligatoire. (...)

En 1937, le Gouvernement français lui-même, appuyé par une forte majorité parlementaire, dépose un dernier projet de citoyenneté française, le projet Viollette, en faveur d'environ 30 000 indigènes, tous anciens combattants, fonctionnaires, bacheliers de l'enseignement secondaire, instituteurs, etc...

De tous ces projets – et il y en a eu d'autres, avec d'autres promesses –, aucun n'a abouti et – nous pouvons le dire maintenant – aucun ne pourra jamais aboutir. Pour le projet Viollette, il a suffi de la démission, en signe de protestation, des maires-colons d'Algérie pour que les Parlements – et le gouvernement et avec eux la France elle-même – capitulent. (...)

Après le débarquement des Alliés, le 8 novembre 1942, ces colons, qui ne sont pas à un reniement près pourvu que leur bastion féodal soit maintenu, recommencent, auprès des Anglo-Américains, la

même propagande [*malhonnête*]. Cette fois, les Musulmans passent pour des germanophiles, des sauvages, des voleurs et des dégénérés. Cette propagande insidieuse est allée jusqu'à faire admettre aux Alliés que l'ouvrier indigène ne devait pas recevoir un salaire normal.

Qu'est-ce à dire sinon que le « problème algérien » – nous nous autorisons à le rappeler – est essentiellement d'ordre racial et religieux et que l'exclusive qui frappe l'élément autochtone s'étend à toutes les classes de la société ! [*le problème est non seulement d'ordre social ou religieux mais encore au premier chef un problème relevant de la lutte des classes*].

Voilà le drame profond et brutal, auquel la colonisation [*la plus injuste*] a donné naissance. (...)

Nous sommes en Afrique du Nord, aux portes de l'Europe et le monde civilisé assiste à ce spectacle anachronique : une colonisation s'exerçant sur une race blanche [*colonisation sur une race méditerranéenne*] au passé prestigieux, apparentée aux races méditerranéennes, perfectible et ayant manifesté un sincère désir de progrès.

Politiquement et moralement, cette colonisation ne peut avoir d'autre concept que celui de deux sociétés étrangères l'une à l'autre. Son refus systématique ou déguisé de donner accès, dans la cité française, aux Algériens musulmans, a découragé tous les partisans de la politique d'assimilation étendue aux autochtones. Cette politique apparaît aujourd'hui, aux yeux de tous, comme une chimère inaccessible, une machine dangereuse mise au service de la colonisation.

Désormais, un Musulman algérien ne demandera pas autre chose que d'être un Algérien musulman. (...)

Le Président Roosevelt, dans sa déclaration faite au nom des Alliés, a donné l'assurance que, dans l'organisation du monde nouveau, les droits de tous les peuples, petits et grands, seraient respectés. Fort de cette déclaration, le peuple algérien demande dès aujourd'hui, pour éviter tout malentendu et barrer la route aux visées et aux convoitises qui pourraient naître demain :

**A)** La condamnation et l'abolition de la colonisation c'est-à-dire, de l'annexion et de l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. Cette colonisation n'est qu'une forme collective de l'esclavage individuel de l'antiquité et du servage du moyen âge. Elle

est, en outre, une des causes principales des rivalités et des conflits entre les grandes puissances.

**B)** L'application pour tous les pays, petits et grands, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**C)** La dotation de l'Algérie d'une CONSTITUTION [*républicaine et sociale*] PROPRE, garantissant :

1) La liberté et l'égalité absolue de tous ses habitants, sans distinction de race ni de religion.

2) La suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole.

3) La reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle au même titre que la langue française.

4) La liberté de la presse et le droit d'association.

5) L'instruction gratuite et obligatoire pour les enfants des deux sexes.

6) La liberté du culte pour tous les habitants et l'application à toutes les religions du principe de la séparation de l'Église et de l'État.

**D)** La participation immédiate et effective, des Musulmans algériens au gouvernement de leur pays [*la formation immédiate d'un gouvernement provisoire issu du peuple*], ainsi que cela a été fait par le gouvernement de Sa Majesté britannique et le général Catroux en Syrie et par le gouvernement du maréchal Pétain et les Allemands en Tunisie. Ce gouvernement pourra seul réaliser [*ce gouvernement pourra seul réaliser aux côtés du général Giraud et des armées anglo-américaines*], dans un climat d'unité morale parfaite, la participation du peuple algérien à la lutte commune.

**E)** La libération de tous les condamnés et internés politiques à quelque parti qu'ils appartiennent.

La garantie et la réalisation de ces cinq points assurera l'entière et sincère adhésion de l'Algérie musulmane à la lutte pour le triomphe du Droit et de la Liberté. (...)

Le peuple algérien, connaissant le sort réservé aux promesses faites durant les hostilités, voudrait voir son avenir assuré par des réalisations tangibles immédiates.

Il accepte tous les sacrifices. C'est aux autorités responsables [*C'est aux Nations-Unies*] à accepter sa liberté.

● Document 3

## “Les musulmans algériens demandent avec ardeur de jouir de la citoyenneté algérienne”

Déclaration de Messali Hadj,  
président du Parti du peuple algérien  
(interdit depuis 1938)  
En résidence forcée à Reibell (Algérie)

Monsieur le Président de la Commission  
des Réformes (1),  
Messieurs les Membres,

**A**vant d’aborder le sujet pour lequel je suis ici, je veux remercier infiniment la Commission qui me fait l’honneur aujourd’hui de me permettre de m’exprimer, après mon retour d’Aïn Salah, sur les revendications musulmanes à l’ordre du jour.

Au moment où la Commission va procéder à l’examen approfondi des aspirations des populations musulmanes, il est de mon devoir en qualité de Président du P.P.A., qui représente la majorité de l’opinion publique, de vous dire comment nous envisageons la solution du problème algérien.

Il ressort du discours prononcé le 12 décembre 1943, à Constantine, par M. le Général de Gaulle, au point de vue des revendications musulmanes, un projet « Viollette » sensiblement amélioré. (...)

En 1937, le projet Viollette semblait avoir divisé l’opinion publique musulmane; en réalité, ses chauds partisans hésitaient au fond de leur pensée, il y avait cet acquiescement de l’espoir et l’incompréhension. Aujourd’hui, il n’en est plus de même, il y a, il faut le reconnaître, un changement dans les esprits qui se traduit par une évolution politique fort remarquable. En ce qui nous concerne, nous sommes toujours opposés au projet Viollette de 1937, comme à celui de 1940 pour les raisons suivantes :

Parce qu’il est anti-démocratique, il crée une catégorie de privilégiés et maintient la grande masse toujours soumise à la politique coloniale ; d’autre part, ce projet est contraire aux aspirations du peuple musulman algérien qui reste fidèlement attaché à sa langue, à sa religion, à son passé historique.

À la place de la politique d’assimilation qui s’est révélée inopérante, parce qu’illogique, une politique d’émancipation s’impose naturellement pour résoudre le problème algérien ; une telle initiative, prise par le gouvernement, trouvera dans les circonstances actuelles, sinon l’unanimité, du moins une écrasante majorité de la population musulmane.

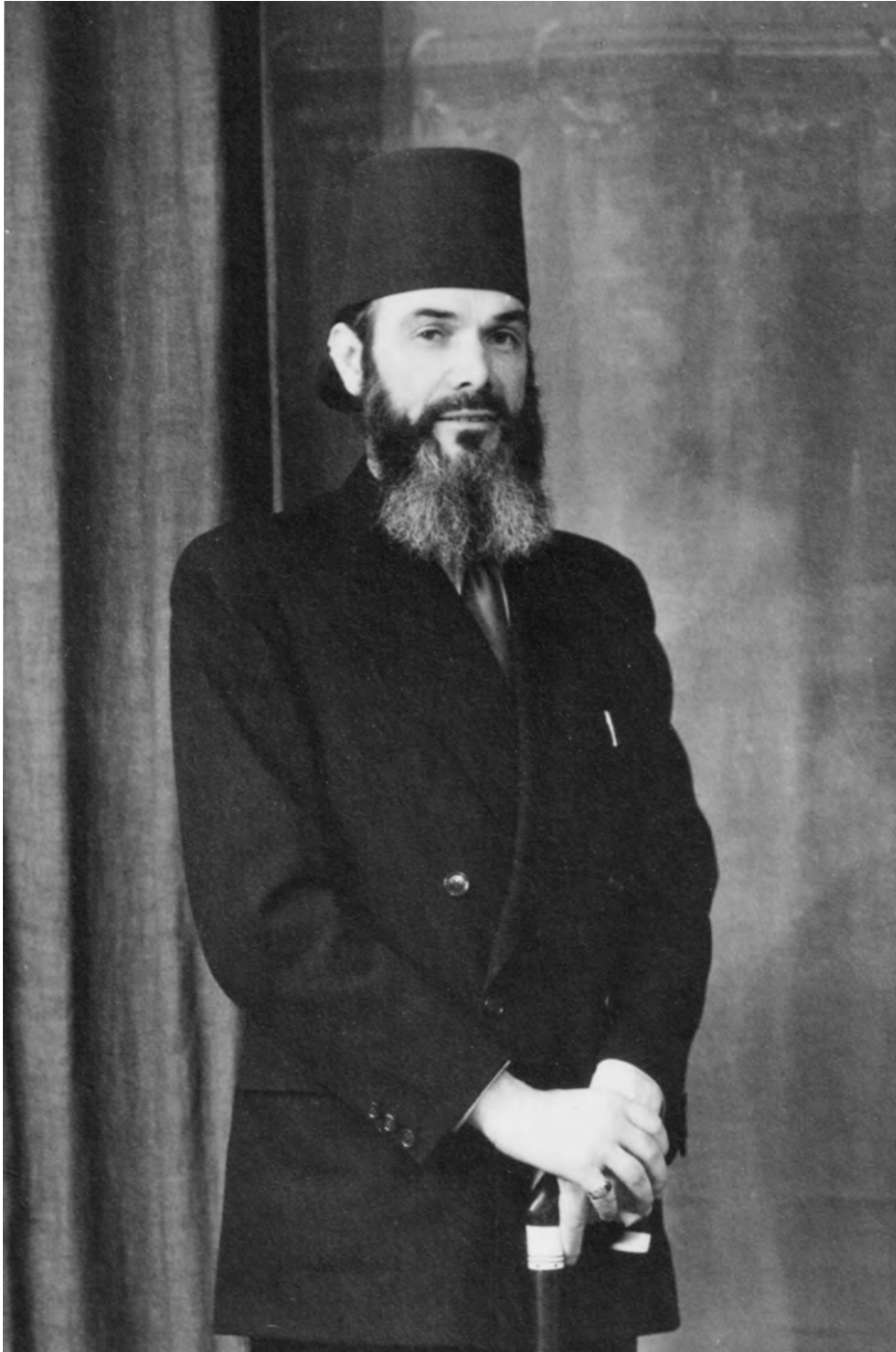
Messieurs, nous vivons une époque troublée, les musulmans algériens sont profondément mécontents du régime colonial qu’ils subissent depuis un siècle, les musulmans algériens ne veulent plus être traités en hommes inférieurs vis-à-vis des autres minorités qui vivent heureusement en jouissant de tous les avantages ; les musulmans algériens demandent avec ardeur de jouir de la citoyenneté algérienne leur garantissant le respect de leur langue, de leur religion, de leurs droits politiques, sociaux et économiques, pour leur émancipation. C’est ainsi que le musulman algérien conçoit la démocratie, les libertés de l’homme et du citoyen, et la liberté des peuples à disposer d’eux-mêmes.

Dans un pays comme l’Algérie, où se coudoient plusieurs races et plusieurs religions, on ne peut, sans tourner le dos à la démocratie, continuer à écarter, par un système politique colonial, huit millions d’Arabes de la gérance de leur pays, au profit d’une minorité qui détient entre ses mains, aujourd’hui, toute la direction du pays.

Pour mettre fin à tout cet état de choses, cause de tout malaise algérien, et qui pèse lourdement sur le

---

(1) Commission des réformes musulmanes : après le refus par “la France libre” des demandes formulées par le Manifeste, la commission est mise en place par gouverneur général de l’Algérie le 14 décembre 1943. Pour l’administration coloniale il s’agit seulement de relancer la doctrine coloniale dite d’« assimilation, »



Messali Hadj en 1946.

moral du peuple musulman, je demande la démocratisation de toutes les assemblées algériennes et la transformation des délégations financières en un parlement algérien élu au suffrage universel sans distinction de race et de religion.

Dans ce parlement trouveront place, sur le pied d'égalité, Arabes, Européens et Israélites, et tous fraternellement unis travailleront, chacun selon ses capacités, pour une Algérie libre et heureuse. (...)

Lorsque nous formulons de telles revendications, nous ne demandons pas l'impossible, simplement nous désirons normaliser une situation de fait qui, malheureusement, a tenu à l'écart les musulmans algériens jusqu'à ce jour. Cela, est tellement vrai que lorsqu'on jette un coup d'œil sur l'administration algérienne, on constate immédiatement l'existence d'un État algérien avec son parlement qui sont les délégations financières (2), jouissant d'une autonomie financière, avec son Sénat qui est le Conseil supérieur, qui ratifie, en somme, les décisions prises déjà par le Parlement.

La France, nation protectrice et émancipatrice, qui aura dans son sein, élevé, éduqué, œuvré pour l'émancipation du peuple algérien, aura non seulement gagné entièrement le cœur de huit millions de citoyens algériens, mais encore ce geste renforcera son prestige et sa puissance dans le bassin méditerranéen et du même coup lui gagnera l'amitié sincère et agissante du Maroc, de la Tunisie, du Liban, de la Syrie et du monde arabe. (...)

Reibell, le 7 janvier 1944.  
Messalt Hadj, président du PPA,  
en résidence forcée à Reibell.

Reproduit dans  
*La lutte anticolonialiste*, n° 2, avril 1946,  
pp. 25 et 27.

Archives du Cermtri.

---

(2) Délégations financières : Assemblées coloniales élues par deux collèges – les 8 millions d'Algériens ayant droit à 21 élus et les 800 000 Français à 48 – privées de tout pouvoir législatif, chargées uniquement de voter le budget de l'Algérie.



## ● Document 4

## Un article du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) sur les massacres de 8 mai 1945

**I**nstallé par le fer et le feu en Algérie, le colonialisme français n'a jamais cessé d'opprimer le peuple algérien. Devant l'ascension du nationalisme libérateur et la volonté d'indépendance des Algériens, la répression est devenue permanente. Depuis 1945 elle s'abat sous toutes les formes – expéditions répressives, répression politique et policière, répression économique – et n'épargne aucune région, aucune catégorie sociale.

### LE GÉNOCIDE DE MAI 1945 :

Effrayé par l'ampleur du mouvement national, le colonialisme tente chaque fois de briser la résistance du peuple algérien en lançant périodiquement toutes les forces dont il dispose sur les populations sans défense d'une région du territoire algérien choisie et délimitée d'avance :

#### a) PRÉPARATIFS ET PRÉMICES :

En 1945, l'unité du peuple algérien était réalisée au sein des « Amis du Manifeste et de la liberté ». Le Congrès de mars des AML réaffirmait sa volonté de lutter pour un État algérien avec son Parlement, son gouvernement et ses couleurs nationales. L'adhésion des masses algériennes aux AML était unanime. L'impérialisme français organisa alors le complot de mai 1945. Les preuves établissant qu'il s'agissait bien d'un complot abondent : le 26 avril 1945, le préfet de Constantine, Lestrade Carbonel fit cet aveu : « *De grandes opérations sont imminentes contre un parti politique qui sera dissous* » (*Courrier Algérien* du 7 mai 1945, numéro 19). Un peu plus tard, le 27 juin 1945, M. Poli (MRP) révélait, à Bordj-Bou-Argeridj, que le préfet Lestrade Carbonel avait, depuis six mois préparé ses milices et désigné les chefs par plis secrets.

Les autorités armaient la population française. Les colonialistes faisaient courir le bruit d'une prochaine « révolte arabe ». La presse impérialiste entreprit une campagne de haine contre les Arabes. Le climat moral et politique était préparé. « *Nous avons laissé mûrir l'abcès afin de mieux pouvoir le crever* », déclarait M. Rey, secrétaire général de la préfecture d'Alger, au lendemain des premiers incidents.

Il fallait créer des causes directes. L'administration multiplia les provocations et les incidents. :

Le 18 avril 1945, sous prétexte de présider à une conférence d'administrateurs et de caïds, M. Perillier, préfet d'Alger, se rendit à Chellala, où Messali Hadj se trouvait en résidence forcée. Quatre jeunes furent brutalement arrêtés. La population manifesta son indignation. Des forces considérables envahirent alors la ville où l'état de siège fut proclamé. Ces évé-

nements servirent de prétexte à la déportation de Messali Hadj, qui fut, le 22 avril, conduit par avion à Brazzaville (Afrique Equatoriale). En même temps que lui, vingt patriotes furent arrêtés, et certains d'entre eux condamnés à de fortes peines de travaux forcés.

Le 1<sup>er</sup> mai 1945, le P.P.A. organisa de grandes manifestations qui groupèrent plus de 800 000 personnes à travers tout le territoire algérien pour la libération de Messali Hadj et l'indépendance de l'Algérie. La police s'opposa aux défilés dans certaines villes.

À Alger, en plein milieu de la ville, dans la rue d'Isly, la police ouvrit le feu sur les manifestants. On releva des morts et des blessés. Le lendemain : arrestations massives, perquisitions, démonstrations de force ;

#### b) LES MASSACRES :

Le 8 mai 1945, l'Algérie s'apprêtait à célébrer la victoire des alliés. L'espoir de voir la fin du colonialisme oppresseur suivre celle du fascisme était grand. Les nationalistes algériens formèrent d'immenses cortèges derrière les drapeaux des nations alliées et les couleurs nationales algériennes. De nombreuses pancartes reproduisaient ces mots d'ordre : « *À bas le colonialisme !* », « *À bas l'indigénat !* », « *Vive l'Algérie indépendante !* », « *Libérez Messali !* »

Partout où la police n'intervint pas, tout s'est déroulé dans le calme. « *C'est à la suite de l'intervention des policiers ou des soldats que les bagarres commencèrent* », avoue H. Bénazet (1).

À Sétif, le cortège autorisé par les autorités défilait calmement, lorsque l'inspecteur Laffont (en tenue civile), surgit du « Café de France », abattit de trois balles dans le ventre un manifestant qui tenait une pancarte portant l'inscription : « *Vive la victoire des Nations Unies !* », « *À bas l'impérialisme !* ». Ce fut le signal attendu : les policiers, qui se trouvaient de part et d'autre du cortège, se groupèrent immédiatement en face des manifestants et tirèrent sans discernement sur la foule. Les Algériens, sans armes, tombaient en grand nombre.

La loi martiale fut proclamée. On abattait impitoyablement tout Algérien qui s'aventurait dans la rue sans porter un brassard délivré par les autorités, condition que beaucoup ignoraient.

Les mêmes événements se déroulaient à Périgotville et à Chevreuil. Cependant, les troupes françaises arrivaient et procédaient à des opérations de « nettoyage ». Les légionnaires tiraient sur les fellahs, les femmes, les enfants, les vieillards. Des centaines de cadavres jonchaient les routes et les champs. Les populations de l'oued Ben Amar, du Kaf-Lahmar,

Larba des Beni-Medjallad, de la clairière des Oualban, etc., furent littéralement massacrées, leurs demeures saccagées, leurs biens volés, leurs gourbis et leurs récoltes incendiées.

Le croiseur *Duguay-Trouin* bombardait les environs de Bougie. À Aftis et Chriba, 171 personnes furent alignées et abattues à coups de mitrailleuse sans explication ni jugement devant quatorze femmes contraintes d'assister à cet assassinat.

Au village Khellil (Soumam), des femmes prises de terreur se sont enfuies dans un ravin avec leurs bijoux. Les soldats les rejoignirent et les dévalisèrent, non sans s'être livrés sur elles à des actes odieux.

À Tachoda, 400 Algériens étaient conduits, sous les cris des mères et des épouses éplorées, vers une fosse commune où ils furent fusillés.

À Guelma, le sous-préfet Achiary, à la tête des forces policières, s'opposa au défilé qui se déroulait pourtant dans le calme, et donna l'ordre de tirer sur la foule. Deux Algériens furent ainsi abattus, plusieurs autres blessés. Le cortège se dispersa. Le calme revint et dura deux jours pendant lesquels Achiary armait les milices et mettait au point son dispositif de répression.

Le préfet de Constantine, Lestrade Carbonel, accompagné du général Duval, réunit les miliciens et leur déclara, en présence de nombreuses personnalités : « *Allez-y et tout abus sera couvert par moi* ».

Légionnaires, Sénégalais, miliciens, prisonniers italiens enrôlés pour la circonstance se livrèrent, sous le commandement d'Achiary, à un véritable carnage. On pénétrait dans les maisons, on emmenait les habitants et on les dirigeait sur les lieux d'exécution. À la carrière, à 900 mètres de la ville, des hommes de tout âge, amenés par centaines, étaient fauchés par les mitrailleuses.

Le nombre des victimes lâchement abattues à Kaf Boumba (versant de la bombe) fut considérable.

À Cap-Aokas, sept personnes ont été transportées sur une camionnette et précipitées dans le vide. Les miliciens opéraient sans égard ni pour l'âge ni pour le sexe des victimes.

À Villard cinq Algériens furent alignés contre le mur et fusillés dans le dos par des miliciens réunis sous les ordres d'Achiary qui disait : « *Vengez-nous, messieurs les colons !* ».

Cette justice sommaire ne suffisait pas au sous-préfet de Guelma. Les corps des victimes étaient entassés devant le parvis de l'église, arrosés d'essence et brûlés en présence de centaines d'Algériens. On s'amusait à torturer quand on n'avait pas assez de personnes à tuer, comme à La Pointe près de Bougie où les Algériens furent soumis au supplice de la bouteille. Si l'on y ajoutait le pillage systématique, le bombardement des douars par l'aviation et les croiseurs, l'utilisation massive des blindés, on aurait une idée de la tragédie que furent les événements de mai 1945 ;

c) BILAN : 45 000 Algériens ont été assassinés. Des milliers d'autres arrêtés partout en Algérie, sans distinction d'opinions politiques, remplissaient les prisons et les camps de concentration.

À Cherchell (département d'Alger), Saïdda (département d'Oran), de lourdes condamnations furent prononcées, dont onze à la peine de mort ;

d) UN FAIT SYMBOLIQUE : au moment où la répression battait son plein, le 16 mai, le 7<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens, dont les soldats étaient pour la plupart originaires de Sétif, débarquait à Alger. Après avoir perdu la moitié de son effectif sur le front d'Alsace, le 7<sup>e</sup> RTA rentrait en Algérie, et les survivants qui espéraient revoir leurs familles devaient apprendre avec effroi que leurs foyers avaient été détruits, leurs femmes, leurs enfants, leurs parents massacrés par les troupes françaises.

Article publié dans  
*Réalités algériennes*, janvier 1953,  
Mouvement pour le triomphe des libertés  
démocratiques en Algérie (PPA-MTLD),  
pp. 102-105.  
Archives du Cermtri.





## ● Document 5

## « Le problème algérien Le développement des Amis du Manifeste »

Note remise par M. Périllier, préfet d'Alger, vraisemblablement au gouverneur général, ministre plénipotentiaire

Non datée mais rédigée après la dissolution des Amis du manifeste et de la liberté (AML) par un arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 14 mai 1945.

**L**e groupement des « Amis du Manifeste » s'est transformé en quelques mois, d'une association réunissant un certain nombre de chefs musulmans autour d'un programme fédéraliste (création d'une République Algérienne fédérée à la République Française) en un parti politique puissant, organisé à l'euro-péenne, constituant des sections dans toutes les communes, orienté vers le nationalisme.

La position qu'avait prise, au printemps 1943, la plupart des Chefs Musulmans, alors que de nombreuses troupes indigènes étaient envoyées sur le front de Tunisie, n'était pas dépourvu de justification. « *La France, disaient-ils, nous promet des réformes pour après la Victoire, chaque fois qu'elle a besoin de nos enfants pour l'aider à faire la guerre. La Victoire obtenue, elle oublie trop facilement ses promesses. Nous demandons donc cette fois l'octroi immédiat d'avantages auxquels la population musulmane, qui a manifesté son attachement à la France depuis plus d'un siècle, a bien droit.* »

Beaucoup de ceux qui avait signé le Manifeste dans sa rédaction initiale ne s'était pas attachés à la lettre du texte.

L'administration elle-même, qui sait combien versatiles sont les Chefs arabes, ne s'était pas formalisée de certaines expressions qui mettaient cependant en cause la souveraineté française.

Après le discours du Général de Gaulle à Constantine, et l'ordonnance du 7 mars 1944, les Chefs musulmans se sont divisés en deux fractions ; l'une, la plus nombreuse, se ralliant à l'ordonnance tout en souhaitant son extension (D<sup>r</sup> Bendjelloul, Lakhdari, Sayah Abdelkader, Ourabah, Ben Ali Cherif, etc.), l'autre répudiant l'ordonnance et maintenant les principes du « Manifeste » (Ferhat Abbas, D<sup>r</sup> Saadane).

Il semblait toutefois, et ce fut l'impression ressentie par de nombreuses personnalités françaises, au cours de leurs entretiens avec Abbas, que ce dernier fût enclin à modifier son Manifeste et à accepter d'inclure toutes ses revendications dans le cadre de la souveraineté française.

Il n'en fût rien et tout au contraire Ferhat Abbas céda peu à peu à l'influence de ses amis des Oulémas et du PPA qui le poussaient vers le nationalisme.

C'est surtout depuis les derniers jours de l'année 1944, après l'entrevue d'Abbas avec Messali, que les « Amis du Manifeste et de la Liberté » intensifièrent leur propagande et leur recrutement et devinrent en fait l'expression légale, puisque autorisée, du PPA, parti de l'indépendance de l'Algérie.

L'action de Ferhat Abbas fut extrêmement habile. Il s'efforça de former un vaste rassemblement de « Messali à Ouzegane (1) » englobant le PPA, les Oulémas, les Marabouts, les Amis de l'Administration, voire les Communistes qui d'ailleurs se refusèrent à se joindre à lui.

Un rassemblement aussi hétérogène de groupements poursuivant des programmes bien différents ne pouvaient être certes un rassemblement constructif, mais il pouvait être destructeur et il visait, en effet, à la destruction de la souveraineté de la France.

La dernière réunion du Congrès des « Amis du Manifeste », les propos tenus par ses chefs, ne permettent plus de garder un doute.

Beaucoup de sections des « Amis du Manifeste » n'étaient-elles pas constituées par d'anciens PPA. Les

(1) Dirigeant du parti communiste algérien.

Amis du Manifeste de Reibell n'écrivaient-ils pas « nous demandons la libération de Messali Hadj, leader incontestable du Peuple algérien. »

La collusion entre PPA, Oulémas et Amis du Manifeste devenait chaque jour plus étroite.

Enfin, dans le dernier état de la propagande, c'est l'argument religieux qui fut de plus en plus fréquemment invoqué. « *L'adhésion que nous demandons, le bulletin que tu souscris, sont destinés à la défense de l'Islam. C'est ta carte de Musulman que tu viendras chercher chez nous.* »

Alors ce ne fut plus par centaines, mais par milliers, que s'inscrivirent dans les sections de nouveaux membres et le recrutement, limité d'abord aux intellectuels, gagna les fellahs et la masse paysanne de certains douars.

Il n'est pas surprenant qu'une telle propagande ait connu un plus grand succès dans la région repré-

sentée par le chef du groupement, Ferhat Abbas lui-même, ce n'est pas par pure coïncidence que les émeutes les plus sanglantes eurent lieu à Sétif et dans les villages de la région constituant la circonscription dont faire Ferhat Abbas était l'élu. On peut même dire que Ferhat Abbas fut dépassé par ses troupes.

Si dans d'autres régions le mouvement connut une moindre ampleur, ce fut en raison des mesures de précaution qui furent prises (interdiction de réunion des Amis du Manifeste, démarches auprès des fonctionnaires pour les dissuader d'adhérer dans leurs propres intérêts, mesures d'arrestation préventive, etc.).

Dans le département d'Alger la dissolution des Amis du Manifeste a été opérée sans difficulté notable dans presque toutes les communes. C'est chose faite aujourd'hui.

Fonds Tubert  
Archives de la Contemporaine.

## ● Document 6

**Tract du Parti communiste algérien,  
diffusé après le 1<sup>er</sup> mai 1945**

## A bas les provocateurs hitlériens

C'est dans cette grandiose journée du 1<sup>er</sup> Mai de lutte républicaine et antifasciste où s'est manifestée la force des masses populaires contre les trusts et le fascisme, que des hommes à la solde de l'ennemi ont fait couler le sang innocent.

En Alger, une poignée de provocateurs, trafiquants du marché noir, agents des Borgeaud, Serda, Ben-Gana, Belkacem, organisateurs de la famine entraînant des enfants et des malheureux, a amorcé une contre-manifestation face aux 50.000 travailleurs musulmans et européens groupés derrière la puissante C.G.T.

Les mêmes faits se sont passés à Oran.

La provocation vient du P.P.A. qui prend ses mots d'ordre à BERLIN, chez Hitler, celui qui massacre et torture sans distinction les vaillants soldats de l'Armée française : Européens et Musulmans.

Ces manifestations du P.P.A. expression de la traditionnelle politique de division du MESSALI sont des provocations hitlériennes.

Le P.P.A., développant dans les 3 départements ses mots d'ordre de l'indépendance de l'Algérie, de création du maquis algérien en semant la haine entre Algériens, en organisant ces troubles, est le Parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie.

Le lamentable résultat est là : le sang des victimes européennes et de malheureux musulmans trompés par des chefs qui se sont effacés au moment du danger, a coulé sur les pavés d'Alger et d'Oran.

## La voix du travailleur musulman honnête

Comblen il a raison ce docker musulman, un de ceux qui ont démontré leur esprit d'union et de solidarité en déchargeant le 1<sup>er</sup> Mai les bateaux de farine destinée au ravitaillement de l'ensemble des populations et qui disait le lendemain :

« Ceux qui parlent d'indépendance devraient venir manipuler les sacs de 100 kilos », et il ajoutait avec un sens précis de la réalité :

« Ces manifestations de division peuvent empêcher que nous obtenions nos 16 frs 50 de base ».

## L'œuvre de la 5<sup>ème</sup> colonne !

Les provocations du P.P.A. au 1<sup>er</sup> Mai sont des aspects de la plus grande provocation des hommes de la 5<sup>ème</sup> colonne en Algérie que nous dénonçons depuis des mois ; de ceux qui font réapparaître sur les murs d'Alger la propagande antijuive, de ceux qui affament les populations pour créer des troubles, diviser les populations et discréditer la France démocratique.

Ils espéraient réussir le 1<sup>er</sup> Mai avec leurs agents du P. P. A. La provocation a échoué grâce au sang-froid, à la compréhension et à l'union des populations travailleuses européennes et musulmanes.

## Union ! Union !

Algériens ! Algériennes ! Rappelez-vous toujours que la division (anticommunisme, racisme, faux-nationalisme) est l'arme préférée de l'hitlérisme.

Au moment où il s'écroule en Allemagne, plus que jamais l'union des ouvriers, des paysans, des commerçants, des artisans, des fonctionnaires, des intellectuels, sans distinction de races ou de religion est nécessaire pour arracher le masque à ceux qui trahissent les intérêts des populations algériennes et du peuple de France et pour extirper les racines du fascisme partout où il se trouve.

## Musulmans !

— La propagande du P.P.A. c'est la propagande de l'ennemi ; chassez de partout ses propagateurs.

## Européens !

Pétainistes et Vichysois encore en place dans la police et l'administration se réjouissent du sang versé.

- Edgez l'épuration dans tous les domaines,
- Dénoncez partout les diviseurs et les racistes.

## MUSULMANS ! EUROPEENS ! DEMOCRATES !

Unissez-vous sans distinction de race ni de religion :

- contre les féodaux européens et musulmans de la colonisation et leurs valets,
- pour une Algérie unie, amie de la France démocratique nouvelle qui se forge, et qui aidera les populations algériennes à vivre dans un pays prospère et heureux.

**Le Parti Communiste Algérien.**